

## RETRAIT DU MSP DE L'ALLIANCE PRÉSIDENTIELLE

## Aboudjerra Soltani s'explique

*En quittant l'Alliance présidentielle tout en se maintenant dans le gouvernement issu de cette même alliance, le Mouvement pour la société de la paix (MSP) ne pouvait que s'engluer dans la contradiction et endurer l'inconfort d'une telle position. Cela s'est ressenti à peine une semaine après que son madjliss échoua, instance délibérante du parti, eut validé cette option. Entreprise ardue que cette tentative d'Aboudjerra Soltani de convaincre du contraire.*

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)** - S'il a le sourire large et sert, une fois n'est pas coutume, l'anecdote à profusion, le président du Mouvement pour la société de la paix ne déborde pour autant pas de sérénité. Les commentaires que le retrait du parti de l'Alliance présidentielle tout en restant dans le gouvernement a suscités dans la presse et dans les chaumières l'ont assurément sevré de sommeil apaisé. C'est que la contradiction dans cette position est tellement saillante qu'aucun vernissage discursif ne peut la dissimuler. Mais, faute de mieux, Aboudjerra Soltani rejoue la rengaine. Avec méthode, cette fois-ci. Devant la presse à laquelle il a donné rendez-vous hier au niveau du siège central du parti, l'ancien ministre d'Etat sans portefeuille a troqué le prêche politique contre un effort de démonstration. Exercice difficile.

Aboudjerra Soltani, qui a dû soigneusement préparer sa prestation médiatique du jour, devait d'abord justifier la décision de son parti de quitter l'Alliance présidentielle et, ensuite, expliquer de quoi il procède-t-il que les ministres MSP gardent leurs fonctions au gouvernement. Il a sérié un petit chapelet de

critiques retenues contre ce montage tripartisan qu'était l'Alliance présidentielle : immobilisme, refus des deux alliés du parti, RND et FLN, d'aller vers un partenariat politique, faiblesse de la coordination, notamment par rapport aux réformes politiques et, morceau inédit, l'absence d'alternance autour de la chefferie du gouvernement.

Soltani nourrissait, donc, ce rêve fou de trôner un jour à la tête du gouvernement du fait du mécanisme d'alternance au poste entre les trois partis de l'Alliance présidentielle. Mais alors pourquoi le MSP n'est-il pas allé jusqu'à quitter le gouvernement ?

Aboudjerra Soltani a mis en avant deux arguments : le souci de la stabilité et, autre morceau inédit, l'alliance a été contractée non pas avec le RND et le FLN mais avec le président de la République.

#### Ouyahia n'est qu'un simple coordinateur

Après le ministre de la Santé qui a contesté l'autorité du Premier ministre Ahmed Ouyahia sur le gouvernement, c'est au tour d'Aboudjerra Soltani de le faire. «Le Premier ministre n'est qu'un simple coordinateur. La preuve, c'est que,



Aboudjerra Soltani.

devant le Parlement, il n'a pas présenté un programme politique mais un plan d'exécution du programme présidentiel.»

S'il a arrosé de la sorte Ahmed Ouyahia qui, durant dix ans, a été son partenaire dans l'Alliance présidentielle, Soltani a pris le minutieux soin d'épargner son autre ex-partenaire, en l'occurrence le secrétaire général du FLN, Abdelaziz Belkhadem. On peut, peut-être, le comprendre. Belkhadem, contrairement à Ouyahia, n'a pas été jusqu'à titiller l'une des fibres sensibles du MSP. La veille, Ouyahia avait décoché une fléchette à l'endroit d'Erdogan le Turc en l'accusant de

marchander avec le sang des Algériens. Ce qui, forcément, a déplu à Soltani dont la formation file toujours sa lune de miel avec le parti islamiste turc au pouvoir.

«C'est une déclaration du secrétaire général du RND et non celle du Premier ministre», a commenté, cependant, Soltani qui a ajouté que «ce serait extrêmement grave si cette déclaration exprimait une position officielle de l'Etat algérien.» Le président du MSP n'a, par ailleurs, pas manqué l'occasion de réitérer sa demande de renvoi du gouvernement Ouyahia et la nomination d'un gouvernement de technocrates qui organisera les législa-

tives prochaines. «On a constaté, depuis 1997, que c'est toujours le parti du chef du gouvernement qui gagne les élections.»

Alliance avec des partis de la mouvance islamiste ? Soltani esquive la question. «Les discussions sont ouvertes avec tout le monde indistinctement des obédiences.» Rien de précis. Son pronostic pour les prochaines législatives ? Même attitude. «Personne n'est en mesure de pronostiquer quoi que ce soit.» Comment le président Bouteflika a-t-il réagi au retrait du MSP de l'Alliance présidentielle ? Silence.

S. A. I.

## BÉJAÏA

## La RN 12 et la voie ferrée fermées à Oued Ghir

**De nombreuses manifestations sociales ont été pour la énième fois observées hier à travers plusieurs localités de la wilaya de Béjaïa.**

Les habitants des villages de Tawirt Larbaâ, Taâzivit, Boumansour et Amadhane, relevant de la commune de Oued Ghir, ont procédé dans la journée d'hier à la fermeture de la route nationale n°12 à hauteur du lieudit «Sens Unique».

Les manifestants ont fermé cette importante voie de communication reliant la wilaya de Béjaïa à celles de Tizi-Ouzou, Bouira et Alger à l'aide de pneus brûlés et de troncs d'arbres.

Par leur action, les protestataires de cette localité, distante d'une dizaine de kilomètres du chef-lieu de wilaya, veulent alerter les pouvoirs publics sur le calvaire qui empoisonne leur quotidien pour cause de pénurie d'eau dans leurs cités. «Aucune goutte d'eau n'a coulé de nos robinets depuis presque deux mois malgré nos multiples démarches auprès des services de l'ADE et de l'APC», se sont plaints les villageois.

Pour la énième fois, les usagers de cet axe routier ont dû effectuer un véritable parcours du combattant en empruntant les chemins de montagne par Toudja ou encore la RN75 par Amizour pour rejoindre leur destination. La voie ferrée a été également fermée au trafic ferroviaire durant la journée. Le train de voyageurs assurant la navette entre Béni Mansour et Béjaïa a dû rebrousser chemin à midi au niveau du Sens Unique.

A Adekar, le CEM Arezki-Boudjemaâ a été fermé hier par l'Association des parents d'élèves qui ont décidé de garder leurs enfants à la maison en signe de protestation contre le blocage par le Trésor de la wilaya du compte de l'établissement.

Un blocage du compte motivé par la situation financière de 2008 à 2010 qui n'a pas été à ce jour assainie, d'après les parents

d'élèves du CEM en question. Selon les responsables de l'APE, le gestionnaire de leur CEM s'est retrouvé dans l'impossibilité d'engager des dépenses pour l'établissement, provoquant la fermeture de la cantine pour absence d'approvisionnement. Au niveau de

la ville de Béjaïa, l'école primaire Takhribt a été aussi fermée par les parents d'élèves.

Ces derniers réclament l'ouverture d'une cantine scolaire et le revêtement de la route menant vers leur école.

A. K.

## BOUMERDÈS

## Des villageois de Khemis El-Khechna ferment la route

**Des dizaines de citoyens de Hai El-Graïssia, petite localité de 200 à 300 familles, située à l'ouest de la commune de Khemis El-Khechna, ex-Fondouk, wilaya de Boumerdès, ont fermé l'important axe routier (CW 16) reliant cette dernière localité à la ville de Hamadi et plus loin à l'est de la capitale.**

Les insurgés ont barré la route à l'aide d'énormes barricades montées de tôles, de blocs de pierres et autres troncs d'arbres. Ils ont également brûlé des pneus. Les manifestants exigeaient la présence du wali pour lui exposer leurs doléances. Dans la matinée, aucun élément des services de l'ordre n'était visible sur les lieux. Par cette action, les révoltés demandent l'installation du réseau d'assainissement de l'AEP et la réhabilitation des routes d'accès vers leur quartier dont les habitations. Ces maisons individuelles ont été bâties sans permis de construire, sur des terrains achetés chez un privé, tient à rappeler le maire de l'ex-Fondouk, Rabah Djadi, que nous avons joint au téléphone.

Selon le premier magistrat de cette commune de 80 000 habitants, l'acheminement

de l'AEP et la mise en place du réseau d'assainissement sont pris en charge sur le budget communal. Il nous a dit à ce propos : «La commune a payé sur son budget 1 milliard de centimes pour l'installation d'une grosse conduite sur 2 km jusqu'au quartier. Deux autres opérations de 6 millions de dinars chacune sont en cours de réalisation en ce qui concerne les branchements individuels.

S'agissant de l'assainissement, une enveloppe de 7 millions de dinars est affectée à ce projet qui présente néanmoins une difficulté technique. C'est à la direction de l'hydraulique de trouver une solution. C'est une fois tous ces projets terminés que le volet route sera pris en charge.» Le maire déplore, à l'occasion, le manque de moyens de la municipalité dont il a la charge. «Trouvez-vous normal qu'une ville de 80 000 habitants ne bénéficie en 2011 de l'Etat que 3,5 milliards de centimes pour les PCD !?» s'insurge-t-il. Notre interlocuteur précise, par ailleurs, que le budget communal 2011 était de 40 milliards de centimes et que 20 milliards sont consacrés aux équipements. Dans l'après-midi, la route restait fermée et nos sources indiquent qu'aucune autorité n'a tenté de prendre langue avec les manifestants.

Abachi L.

#### ILS ONT OBSERVÉ UN SIT-IN DEVANT LE MINISTÈRE DU TRAVAIL

#### Les jeunes recrutés dans le cadre du pré-emploi tabassés

Ils étaient des dizaines de jeunes, des deux sexes, venus de plusieurs wilayas du pays et exerçant dans le cadre du pré-emploi, à battre le pavé, hier, pour la troisième fois, pour tenir un sit-in devant le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

Leur revendication : l'intégration dans les postes qu'ils occupent. Mais mal leur en prit puisqu'ils ont été brutalisés par les forces de sécurité mobilisées en la circonstance et leur représentante au sein du Snapap, Malika Fellil, a été arrêtée en compagnie d'autres jeunes.

Leur tentative de prendre langue avec un quelconque responsable du département de Louh a échoué du fait, dira l'un d'eux, qu'on voulait au ministère choisir leurs propres interlocuteurs par les manifestants, ce que ces derniers ont carrément refusé.

Des manifestants abattus après avoir subi ce qu'ils considèrent comme une humiliation, en voulant terriblement à un quotidien arabophone, *Echourouk* pour ne pas le nommer, d'avoir joué le jeu de la tutelle, en cassant le mouvement par des informations erronées.

M. K.